



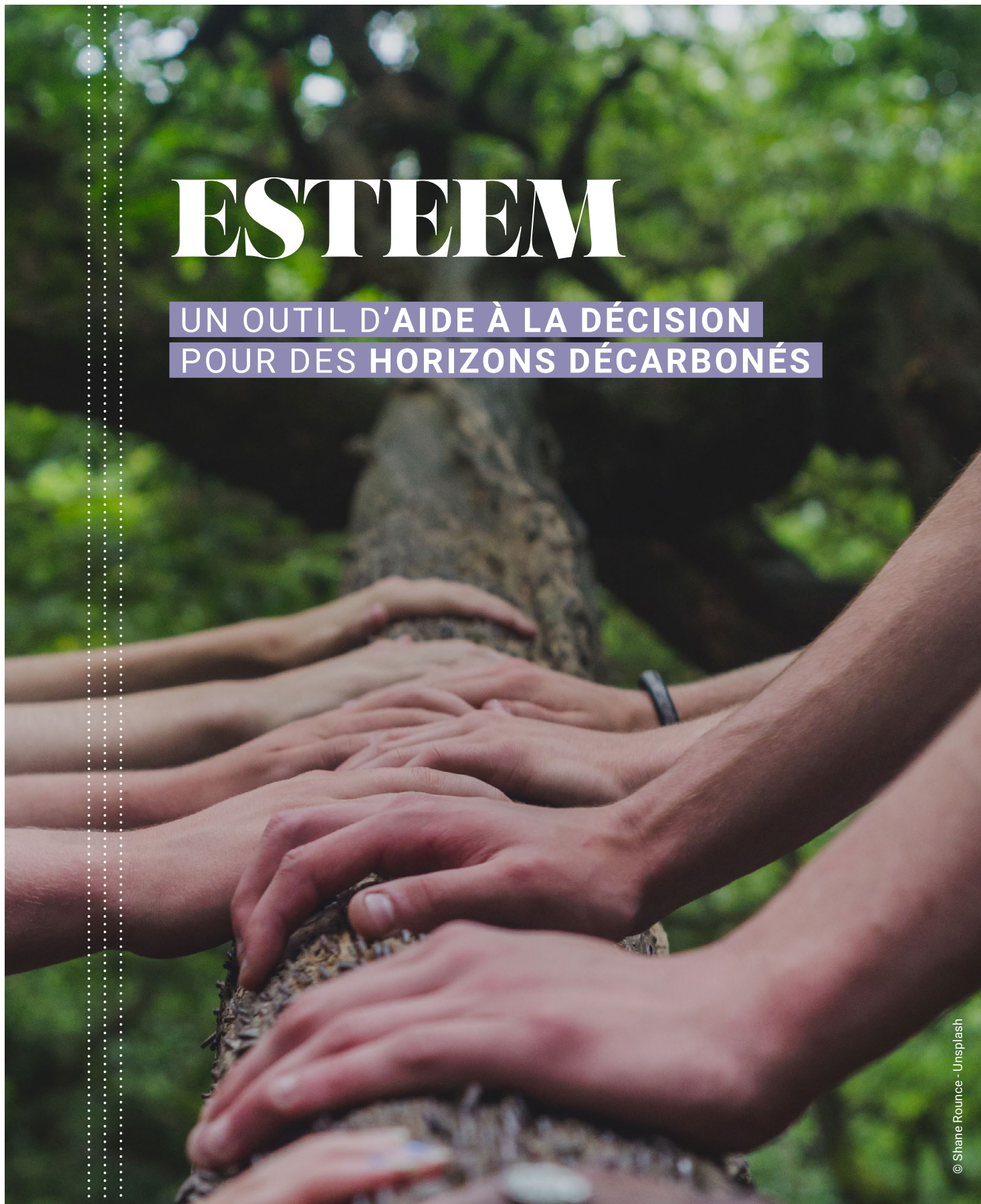
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



ESTIEM

UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION
POUR DES HORIZONS DÉCARBONÉS



© Shane Rounce - Unsplash

#MondeEnCommun

ESTEEM, en bref

Il devient nécessaire d'**enclencher des processus de transformation profonds de nos modes de vie et de production** visant à mettre en place des sociétés dont le fonctionnement ne va plus à l'encontre de leur survie. Toutefois, la mise en œuvre de ces changements vers une économie sobre en carbone s'accompagnent de risques, auxquels les pays du Sud sont particulièrement vulnérables.

Le modèle ESTEEM propose d'**identifier certains risques de transition** (externe, fiscal et socio-économique) **décaoulant de la dépendance des économies à des industries fortement émettrices** de gaz à effet de serre.

Par la prise en compte des spécificités des structures des économies du Sud et de leurs relations productives et commerciales avec d'autres économies, ce modèle œuvre **en faveur d'une transition juste**.

Le modèle ESTEEM cherche aussi à **éclairer la prise de décision** en tenant compte des spécificités économiques, sociales et environnementales des pays concernés, de façon à ce que les Etats puissent atteindre leurs contributions déterminées au niveau national, mener des stratégies à long terme dans le cadre de l'accord de Paris et de l'Agenda 2030 et assurer une trajectoire de transition adéquate.

L'outil de modélisation ESTEEM

[*Exposure to Structural Transition in an Ecological-Economic Model*]

identifie des
risques de
transition

oeuvre en
faveur d'une
transition juste

éclaire
la prise de
décision

1

Pourquoi modéliser la transition bas carbone avec ESTEEM ?

À l'heure où notre lien avec la nature s'étiole, nos modes de production et de consommation menacent de plus en plus le Vivant. Au rythme actuel des émissions de gaz à effet de serre, **le seuil critique de 2°C de hausse de la température mondiale sera dépassé avant la fin du siècle.** Cela compromet la pérennité du modèle productif actuel en raison d'un emballement irréversible des dérèglements climatiques qui, déjà, exercent une pression forte sur la biodiversité. Face aux menaces que représentent ces dérèglements pour le bien-être humain, **l'engagement de la société dans des transitions écologiques est devenu une nécessité.**

ESTEEM, UN OUTIL SCIENTIFIQUE POUR IDENTIFIER ET ANTICIPER LES **RISQUES DE TRANSITION**

Ces transitions écologiques impliquent des **transformations profondes aux effets majeurs sur nos économies.** Par exemple, le développement d'industries vertes (telles que les énergies renouvelables) et le déclin des industries à fortes émissions (telles que le charbon) sont un type de changement structurel qui peut affecter les structures productives, commerciales et financières des pays et conduire à des **risques de transition.** Ces risques peuvent découler d'une dépendance des économies aux industries fortement émettrices de gaz à effet de serre, contraignant leur transition bas carbone. **Le modèle ESTEEM permet d'identifier ces risques, et, par extension, de les anticiper, afin de favoriser le succès de la transition.**



Si les risques de transition peuvent engendrer des pertes financières suite à l'adoption rapide de politiques climatiques défavorables à certains secteurs d'activités (énergie fossiles, transports...), ils peuvent être aussi dû à l'accélération du progrès technologique.



UN OUTIL POUR ACCOMPAGNER LA **TRANSITION JUSTE**

Si tous les pays sont concernés par la transition écologique, ils ne sont toutefois **pas égaux face aux processus de transformation de nos modes de vie et de production** visant à mettre en place une société dont le fonctionnement ne va plus à l'encontre de sa survie. Les pays du Sud, souvent dépendants de l'extraction et des exportations de ressources naturelles, sont affectés différemment par ces changements, **en fonction de la structure de leur économie et de leurs relations commerciales avec d'autres économies**.

L'outil de modélisation quantitative **ESTEEM prend en compte ces vulnérabilités et les difficultés des économies à adapter leurs structures productives**. Il s'inscrit ainsi dans le sillage des objectifs du Mécanisme pour une transition juste du Pacte vert de l'Union européenne (UE). Ce mécanisme vise à aider les régions qui dépendent fortement des combustibles fossiles et d'industries à forte intensité de carbone et à faire face aux effets sociaux et économiques de la transition, en portant une attention particulière aux régions, secteurs et travailleurs.



UN OUTIL DE **DIALOGUE DE POLITIQUES PUBLIQUES** FONDÉ SUR LA SOUTENABILITÉ FORTE

Les transitions demandent de repenser la trajectoire des pays de façon globale.

Il apparaît donc indispensable de **développer des outils de modélisation** qui estiment les risques associés à une transition bas carbone tout en considérant que les objectifs – écologiques, sociaux, économiques et financiers – doivent être traités ensemble et ne peuvent être substitués les uns aux autres.

Accompagner ces transformations sur le long terme avec l'outil ESTEEM revient à permettre aux décideurs de **tester différents scénarios pour définir la (les) meilleure(s) trajectoire(s)** pour chaque pays en identifiant :

- Les **vulnérabilités externe, budgétaire et socio-économique** et les risques de transition associés, en fournissant des informations pertinentes pour y faire face ;
- Les **effets des politiques de transition envisagées à partir d'indicateurs multidimensionnels**, à la fois économiques et biophysiques (ressources en eau et en terre, émissions de gaz à effet de serre...).

ESTEEM : quels risques de transition sont mesurés, et comment ?

A l'aide d'un tableau entrées-sorties hybride pour 189 pays, le modèle ESTEEM identifie les industries à forte intensité de carbone, puis estime la dépendance directe et indirecte (en raison des relations entre les chaînes de production) de chaque pays vis-à-vis de ces industries. Il évalue trois types de risques de transition liés à ces dépendances vis-à-vis des industries fortement émissives :

RISQUE EXTERNE

Si un pays dépend d'industries à forte intensité d'émissions de gaz à effet de serre comme source de devises étrangères, la transition affectera sa balance des paiements et la capacité du pays à importer des biens et des services (dont les machines et intrants nécessaires à la transition).

RISQUE FISCAL

Si un pays dépend d'industries à forte intensité d'émissions comme source de recettes fiscales, la transition réduira ses ressources budgétaires, nécessaires aux investissements publics pertinents pour la transition (infrastructures vertes, dépenses sociales...).

RISQUE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Si un pays dépend des industries à forte intensité d'émissions comme source d'emploi, la transition entraînera la destruction d'emplois dans certains secteurs, rendant nécessaires des mesures ciblées (protection sociale, formation...).

ESTEEM AU VIETNAM

L'analyse ESTEEM montre que le Vietnam est une économie très exposée sur le plan socio-économique, notamment parce que les emplois bien rémunérés se trouvent dans des industries en déclin. Par ailleurs, l'analyse des différents scénarios climatiques montre que l'économie est très exposée car l'agriculture du pays sera fortement impactée.

Néanmoins, le Vietnam est une économie très dynamique avec une forte capacité à migrer vers les produits verts, ce qui peut contribuer au succès de la transition.

À ce jour, ESTEEM a été développé au Vietnam, en Arménie, en Colombie, en Bolivie et en Ouzbékistan.



3

Comment opérationnaliser ESTEEM ?

La réalisation d'une analyse ESTEEM par pays se réalise en étroite collaboration avec les partenaires impliqués. Elle est relativement rapide (4 à 8 mois) et requiert un budget oscillant entre 150K et 350K€.

UN PROCESSUS EN 5 ÉTAPES

- 1. Prise de contact avec les partenaires** : les principaux interlocuteurs sont des banques centrales et des ministères des finances, du développement et/ou de l'environnement.
- 2. Élaboration conjointe d'un état des lieux** du pays et ciblage global des attentes.
- 3. Identification et regroupement des données nécessaires à l'analyse** : les données mobilisées sont libres d'accès et secondaires (issues de publications dans des revues académiques, fournies par des instituts de comptabilité nationale, ou des universités). Elles sont traitées de manière licite, loyale et transparente.
- 4. Déploiement de l'analyse, traitement des données et ajustement des priorités** en fonction des objectifs nationaux : choix des secteurs à privilégier, manière d'agréger les données et prise en compte des problématiques du pays.
- 5. Partage des résultats et utilisation du modèle** dans le cadre de politiques publiques (en matière socio-environnementale, économique, financière, fiscale) et/ou comme support au dialogue interministériel.

ESTEEM : perspectives & contacts



Etendre l'opérationnalisation de l'analyse à d'autres pays, tels que :

- **L'Indonésie**, une initiative en cohérence avec les objectifs du comité mixte UE-Indonésie visant à approfondir la coopération liée à la politique climatique du pays ;
- **Le Bangladesh**, où cette analyse contribuerait, dans le sillage du programme « Développement vert et inclusif » de l'UE dans ce pays, à soutenir des trajectoires de développement prenant en compte des objectifs écologiques, sociaux, économiques simultanément ;
- **Le Brésil**, pays où les principaux domaines de partenariat de l'UE se concentrent sur la soutenabilité environnementale et le changement climatique.



Développer d'autres études sur la base du projet original ESTEEM :

- **ESTEEM-Biodiv**, pour comprendre les risques liés à des dimensions écologiques autres que la dépendance aux industries à forte intensité de carbone (stress hydrique, utilisation excessive des terres, pollution...) ;
- **ESTEEM-Dynamic**, pour comprendre comment les impacts systémiques d'une transition varient en fonction du scénario retenu et de la capacité des économies à migrer vers des industries vertes.



POUR ALLER PLUS LOIN

- **Notre papier de recherche dans *World Development*** : « Macroeconomic exposure of developing economies to low-carbon transition »
- **Notre papier de recherche dans *Climate Policy*** : « Impacts of CBAM on EU trade partners: consequences for developing countries »



CONTACTS

- Guilherme MAGACHO : magachog@afd.fr
- Hélène DJOUFELKIT : djoufelkith@afd.fr
- Antoine GODIN : godina@afd.fr
- Annabelle MOREAU SANTOS : moreausantosa@afd.fr

Pour un monde en commun

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement durable et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation ; de sa filiale Proparco, dédiée au financement et à l'accompagnement du secteur privé ; et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions nécessaires pour un monde plus juste et résilient.

C'est avec et pour les populations que nous construisons en lien avec nos partenaires des solutions partagées dans plus de 150 pays, ainsi que dans 11 départements et territoires ultramarins français. Notre objectif ? Concilier développement économique et préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 800 projets sur le terrain, contribuant ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31